

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique – Directeur : Frédéric Aimard – 7 septembre 2026 – 1,50 €

N° 204

Colères de septembre

Avant les manifestations de sapeurs-pompiers, la grève des policiers vient souligner la fragilité de la position gouvernementale.

À l'appel de leur inter-syndicale, les sapeurs-pompiers professionnels ont lancé le 8 septembre une grève qui continuera jusqu'au 20 octobre, avec des manifestations à Paris du 26 au 28 septembre, juste avant la journée d'action dans la fonction publique, annoncée pour le 29 de ce mois.

Les policiers ouvriront la marche contestataire par une grève le 15 septembre. Leurs syndicats demandent des revalorisations de primes que le gouvernement ne peut leur accorder en raison de la lourdeur du déficit budgétaire. Cet aspect financier cache, comme souvent, une colère qui s'est manifestée dans la rue depuis plusieurs années. Aux dangers courus dans leurs missions quotidiennes, s'ajoute la lourdeur du travail administratif et les accusations d'incompétence lancées cet été par le garde des Sceaux à la suite de l'affaire Lyhanna.

Comme les sapeurs-pompiers, les policiers s'indignent de la vétusté de leurs moyens matériels et du manque d'effectifs face à des gouvernements qui font toujours le même pari : le sens du devoir qui anime les fonctionnaires chargés de la sécurité publique leur



fera accepter tous les sacrifices, après quelques mouvements de « grogne ».

Ce pari suppose que toutes les limites, matérielles, physiques et psychiques, puissent être sans cesse reculées sans graves conséquences. Or les policiers, les pompiers et le personnel de la pénitencière, lui aussi en proie à un profond malaise, supportent

les conséquences de tous les échecs économiques et sociaux dont le pays est accablé : désindustrialisation, dégradation des équipements collectifs, fragmentation sociale et territoriale, trop faible prévention des catastrophes naturelles... et maintenant une croissance zéro dans un contexte inflationniste.

Claudine Uzerche

SOMMAIRE

P. 1 : Colères de septembre. P. 2 : Agriculteurs. – La manie d'interdire. – Emballages. P. 3 : Lectures. P. 4 : Madeleine de Sinéty. – Vers un coup d'État ? P. 6 : Merkel reviens ! – L'Église en Chine. – Papolâtrie ? – P. 7 : Qui est le pape Léon XIV ? – P. 8 : Une alliance suprêmement complète.

■ **Présidence :** Emmanuel Macron s'est rendu en Suède le 31 août pour renforcer la coopération militaire. Le 2 septembre il était à Londres pour l'inauguration, en compagnie du roi Charles III, de l'exposition de la tapisserie de Bayeux au British Museum.

■ **Sénat :** Le 27 septembre 2026, la moitié du Sénat sera renouvelée au suffrage universel indirect par les grands électeurs de 63 départements et une circonscription des Français de l'étranger.

■ **Rassemblement national :** François Durvy, 43 ans, polytechnicien, conseiller économique du RN après avoir été un proche de Pierre-Édouard Stérin, a été écarté de l'équipe de campagne de Marine Le Pen.

■ **Pâte à papier :** La reprise de l'usine de pâte à papier Fibre Excellence de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), dernière usine française de production de pâte à papier vierge, était examinée le 8 septembre par le tribunal de commerce de Toulouse. La présidente de la région Occitanie, Carole Delga, avait demandé, le 2 septembre, une « nationalisation provisoire » de l'entreprise pour donner le temps de trouver une solution, ce qui avait été rejeté par le ministre de l'Industrie, Sébastien Martin, dès le lendemain.

■ **Métallurgie :** Un comité social et économique (CSE) s'est tenu aux Fonderies de Bretagne, à Caudan (Morbihan), le 3 septembre en prévision du rendez-vous du 11 septembre devant le tribunal de commerce de Lorient qui devra choisir entre plusieurs candidats à la reprise du site.

■ **Métallurgie :** L'entreprise Valdunes Industries, qui a un site à Trith-Saint-Léger (Nord) et un autre à Leffrinckoucke (Pas-de-Calais), seul fabricant français de roues ferroviaires et filiale depuis deux ans d'Eu-

Agriculteurs

Ils veulent acheter la paix sociale dans le monde agricole jusqu'à l'élection présidentielle », commente un acteur syndical agricole quand on lui demande d'analyser le milliard annoncé par le gouvernement pour tenter de remédier à nouveau aux grandes difficultés du monde agricole français. La sécheresse s'est, cet été, ajoutée aux difficultés diverses rencontrées depuis près de trois ans par nos paysans. Plus de 30 000 exploitations seraient à court terme menacées de disparition, soit près de 10 % d'entre-elles.

Ce plan de sauvetage d'un milliard vise à freiner les éventuels mouvements de colère des agriculteurs à l'issue des semis d'automne et des divers travaux d'entretien des exploitations. Pour le reste, le gouvernement renvoie à la discussion au vote (encore incertain) du projet de loi de finances 2027.

Autant dire que la FNSEA va tenter dans les prochains jours d'obtenir plus d'aides, afin de satisfaire ses adhérents et redorer son blason alors que la Coordination rurale est plongée dans une profonde crise de fonctionnement interne dont la presse s'est fait écho ces derniers jours.

Pour autant, la crise structurelle de l'agriculture française nécessite la réunion de véritables « États généraux » comme réclamé par le collectif des « Agriculteurs en colère » qui multiplie les prises de parole dans ce sens afin d'obliger la grande distribution, les banques et les assureurs à assumer leurs responsabilités dans la situation actuelle. L'alimentation de qualité a un prix et l'incitation à multiplier les emprunts bancaires peut avoir

des conséquences funestes. Les difficultés de l'époque appellent à la responsabilité de tous les acteurs pour tenter de juguler la crise.

J.B.

La manie d'interdire

Interdire ce qui déplaît devient une manie chez certains pour lesquels la loi doit servir leur vision de la société et la justice éliminer leurs adversaires. Empêcher un individu ou un groupe de dire ce qu'il pense, en d'autres termes lui couper absolument la parole, relève du totalitarisme, même si l'argumentation prétend s'appuyer sur le « bon fonctionnement de la démocratie » ou la défense des « valeurs de la République ». En réalité, il s'agit de rejeter la tradition occidentale, depuis la philosophie grecque de la raison et la valorisation médiévale et classique du doute ; elle avait établi les bases de la discussion et de la confrontation, longtemps appelée *disputatio* dans le cadre universitaire. Mais, à l'Université, on se croirait revenu à l'époque où l'agronome soviétique Trofim Lyssenko imposait, jusqu'en Occident, sa vision truquée de la génétique et la supériorité exclusive de la « science prolétarienne » dans tous les domaines.

Aujourd'hui, en effet, des universitaires exigent la disparition de CNews et d'Europe 1. Après une première tentative avortée, 71 « spécialistes du droit » réunis au sein de l'association Voies de droit ont déposé le 31 août auprès du Conseil d'État un recours sur le fond, assorti d'un référé-suspension, afin de pousser l'Arcom à les fermer. Ils lui demandent de

« mettre fin à la violation flagrante et grave de la loi du 30 septembre 1986 » par les deux médias privés ; ils lui reprochent notamment des « discours de haine » et « l'absence de pluralisme ».

Au même moment, l'arrivée de Charles Sapin, directeur adjoint de la rédaction de *Valeurs actuelles*, comme éditorialiste sur France Inter provoque une levée de boucliers.

Precy

Emballages

Sujet peut-être anodin mais d'actualité car on nous annonce que le gouvernement abandonne, définitivement ou momentanément, la consigne pour le recyclage de certains emballages. Il y est question des intérêts des uns et des autres, du plastique et des bouchons, etc. En marge de ce sujet il y a bien sûr, on se rappelle, le rattachement, au sens propre et figuré, du bouchon à la bouteille. Ainsi on arrive au point qui nous préoccupe : quoi de plus facile que « déverrouiller » une bouteille d'eau ? Surtout qu'aujourd'hui donc, on tourne le bouchon et celui-ci reste attaché à la bouteille... Mais qu'en est-il des autres emballages alimentaires (ou non), qu'il nous faut ouvrir ?

Prenons une respectable marque de tzatzikis. Le pot, transparent, présente un contenu attrayant dont on se lèche les babines à l'avance. Hélas, pour l'ouvrir c'est une autre histoire. Le couvercle, très fin, présente à un endroit très discret, une sorte de languette qu'il faut arracher pour ensuite pouvoir ouvrir le pot. Et là nous avons plusieurs personnages. Il y a le patient, qui tourne longuement le pot pour trouver la languette, et qui cherche

roplasma, a dû faire appel à une aide du gouvernement pour payer les salaires de juillet et août. Europlasma, qui a également repris sans plus de succès les Forges de Tarbes et la Fonderie de Bretagne, a perdu 35,5 millions d'euros en 2025 et n'a pas su redresser Satma Industrie (traitement de l'aluminium) ni Inertam (traitement des déchets) ni FP Industries (aluminium).

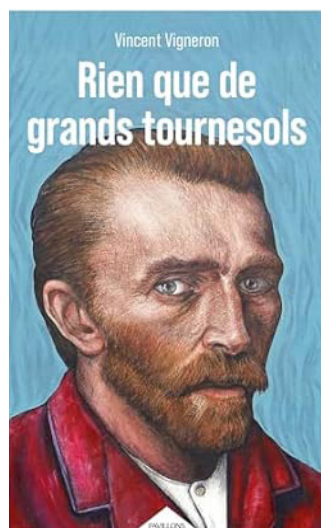
■ **Agriculture :** Annie Genevard a annoncé le 4 septembre, avant de se rendre à la foire de Châlons-en-Champagne un plan d'un milliard d'euros pour aider 35 000 exploitations agricoles menacées de faillite après l'épisode de sécheresse de cet été.

■ **Piratage informatique :** Dans l'affaire du piratage informatique du site de la DGFiP, où les données personnelles de plus de 650 000 contribuables auraient été dérobées, le parquet de Paris a révélé, le 4 septembre, que deux personnes soupçonnées de faire partie du groupe ZeroByte ont été arrêtées en août – un jeune majeur de 18 ans et un adolescent de 16 ans qui a été remis en liberté.

■ **Terrorisme islamique :** Trois hommes appartenant à un groupe « Les soldats d'Allah » et soupçonnés de préparer un attentat antisémite et un départ en Afrique au service de l'organisation État islamique, ont été présentés à un magistrat du Parquet national antiterroriste à Paris le 4 septembre.

■ **Périscolaire :** Dans le scandale des agressions sexuelles sur des enfants par des animateurs dans le périscolaire parisien, une quinzaine de familles ont déposé plainte, le 4 septembre, directement contre l'ancienne maire Anne Hidalgo et son successeur Emmanuel Grégoire.

■ **Fête :** Un nouveau banquet du Canon français a eu



BIOGRAPHIE ROMANCÉE

Vie de Vincent

Derrière la légende du peintre à l'oreille coupée, se cache un homme en souffrance. Vincent Vigneron montre Van Gogh dans sa complexité. C'est un enfant né après le décès d'un frère dont il porte le même prénom. Dès sa naissance, la peine et le deuil envahissent sa vie. Adulte, il cherche la lumière dans la foi, les livres, l'amitié, sans y parvenir. Il fréquente les désabusés et les laissés-pour-compte mais quand il peint les couleurs de la nature, là, il trouve l'apaisement.

Rien que de grands tournesols, Vincent Vigneron, Robert Laffont, 304 p., 21 €.

ROMAN

Le train postal

Le livre d'Eduardo Varela concentre tout l'univers de la littérature sud-américaine : l'absurde et la drôlerie, le fantastique et



la poésie. Dans la pampa qui s'étire sans fin, un train roule au milieu des champs de maïs. Un train interminable, soixante-trois wagons de marchandises. En queue de convoi il y a le wagon postal où règne Buenaventura, receveur des Postes, et où s'entassent des lettres aux adresses erronées ou aux destinataires inconnus attendant d'être distribuées. Soudain, un objet mystérieux vient perturber le voyage.

Pampa, Eduardo F. Varela, éditions Métailié, 336 p., 22,50 €.

LITTÉRATURE

Inspiration

Où Donna Leon puise-t-elle son inspiration pour donner chair à son héros, le commissaire de police vénitien Guido Brunetti ? Dans ses voyages, ses rencontres, ses coups de cœur littéraires, l'enseignement qu'elle dispense. Ce livre témoignage nous la fait découvrir dans son intimité, l'esprit toujours en quête de ce qui mettra une touche d'originalité



à ses polars vendus à des millions d'exemplaires.

Mon voyage littéraire, Donna Leon, Calmann-Lévy, 250 p., 20,50 €.

REVUE

Rentrée littéraire

Près de 500 livres paraissent en août et septembre. Lire en présente 50 dans des domaines variés (roman, essai, BD...). Autres sujets : la passion de l'histoire de France, l'entretien avec François-Henri Désérable (pressenti pour le Renaudot 2026), l'univers de l'écrivain Philippe Jaenada...

Lire magazine, septembre 2026, 8,90 €. En kiosque.



ensuite l'outil adéquat pour réussir à arracher cette languette. Il y a le nerveux qui, après avoir échoué à trouver le secret de l'ouverture, perce rageusement le couvercle à l'aide d'un outil contondant au risque de se blesser. Enfin il y a le désespéré qui, faute de solution se cherchera un autre « encas » pour combler sa petite faim.

Que dire du paquet de chewing-gum, qui, vendu dans un emballage de 2 sous-paquets nous met à rude épreuve : ouvrir le premier emballage nous mène au deuxième qui nous conduira aux paquets individuels... Ces emballages comportent une petite flèche : « ouvrir ici »... Conseil : n'essayez jamais d'ouvrir un paquet, quel qu'il soit, au droit des flèches indiquées. Il faut chercher le point faible, le coin secret qui lui, non indiqué par le fabricant, vous mènera au produit convoité.

Il n'y a pas que dans le rayon alimentation que notre ingéniosité est mise à l'épreuve. Avez-vous déjà essayé de récupérer l'ampoule que vous venez d'acheter dans un emballage, lui aussi transparent mais dont le produit, en occurrence l'ampoule, est absolument inaccessible à moins de se servir d'un puissant cutter d'artisan (le plastique qui recouvre l'ampoule est résistant aux couteaux ou aux ciseaux communs) ! Prenons ensuite un tube de dentifrice. Savez-vous qu'une certaine marque, justement pour se démarquer, à trouver un « modèle » astucieux : pour accéder à la pâte du tube il faut dévisser le bouchon, le retourner et, comme avec une clé anglaise, s'en servir pour déverrouiller l'orifice du tube. Il est préférable de

le savoir sinon... mieux vaut acheter une autre marque, laquelle hélas, à son tour, aura trouvé une autre astuce pour nous mettre à l'épreuve... À croire que les fabricants se disent que le consommateur, pas seulement qu'il doit bien sûr payer le produit, mais encore faut-il le mériter ! La liste des produits quasi inaccessibles, grâce ou à cause de leurs emballages, est longue, et il suffit pour cela de passer dans les rayons, dans tous les rayons d'ailleurs, des supermarchés...

Peut-être pouvons-nous suggérer à nos éminences grises de Bruxelles, après avoir, après des longs conciliabules, réussi à imposer un modèle unique de prise informatique, de nous trouver, à l'instar du décapsuleur de nos bières, du tire-bouchon de nos bouteilles de vin et de la languette des boîtes de conserves qui remplace si efficacement les vieux ouvre-boîtes de nos grands-mères, des modèles simples et pertinents pour ouvrir tous nos emballages ?

Adrien Boros

Madeleine de Sinéty

Juillet 1972 : une aristocrate trentenaire découvre par hasard un village breton situé près de Fougères, aux confins de la Normandie et du Bas-Maine. Pendant près de dix ans, Madeleine de Sinéty (1934-2011) va photographe au quotidien les habitants de Poilley (Ille-et-Vilaine), au milieu desquels elle décide rapidement de vivre. Les moissons, la production de cidre, l'élevage du bétail, la traite des vaches, le petit commerce local, les bals, le football... tout y passe, avec une atten-



tion particulière portée aux différents âges de la vie.

Madeleine de Sinéty s'installera par la suite aux États-Unis avec son second mari et ses enfants. Le musée du Jeu de Paume, situé dans le jardin des Tuileries, présente à Paris jusqu'au 24 septembre une rétrospective de cette artiste qui embrasse une production bien plus large que son travail à Poilley. Mais cette séquence bretonne restera comme le travail ethnographique et artistique le plus abouti qu'ait mené cette photographe à l'œuvre, jusque-là encore assez confidentielle. Il nous introduit visuellement dans ce que le sociologue Henri Mendras appelait « La fin des paysans », cette période circonscrite aux Trente glorieuses qui vit la fin tragique d'une société paysanne française multiséculaire.

J. B.

Un futur coup d'État ?

Mmes Tondelier et Panot, qui aspirent aux plus hautes fonctions dans la République où l'État de droit est central, sont d'avance mauvaises joueuses. Et potentielles délinquantes. Elles n'accepteront pas que les électeurs en 2027 placent en tête le RN sur lequel chaque citoyen a

son avis. Qui ne serait pas un parti extrémiste comme les autres bien que légal, mais un ramassis de fascistes et de racistes avec un passé nazifiant et des fondateurs odieux. Inacceptable, même pour ceux qui sont jeunes et ne sont pas coupables des faits très dramatiques d'il y a des décennies entraînant encore des répercussions actuellement ! Mais veulent régler les problèmes actuels. On n'a pas besoin de lanceurs d'alerte orientée pour choisir. L'électeur a la mémoire de l'histoire sinon on lui rappelle et est responsable.

Ces personnalités dévoilent leurs convictions subjectives profondes. Et sans se regarder dans la glace car pour LFI le trotskisme qui l'anime serait acceptable puisque redistributeur des richesses et n'a participé avec le communisme qu'à peu de millions de morts ! Si le scrutin leur est défavorable ces dames ne respecteront ni la loi ni le verdict. Elles appellent à la désobéissance civile par tous moyens. La démocratie ne vaut pour elles que si elles gagnent et imposent leurs idéologies. C'est grave. L'ordre public est en danger. La désobéissance civile sape le pacte social, crée des fractures et met à mal l'état de droit. Ce n'est pas nouveau pour des individus possédés par leur vérité mais elle conduit à devenir une masse énergique de combat collectif. Ce qui est beaucoup plus dangereux. L'électeur prochain est donc averti. Avec son bulletin de vote il choisira malgré les injonctions et peut-être aussi en votant pour des formations modérées et républicaines sans aucun doute. Il approuvera ou non les menaces qui seraient un quasi-coup d'État.

La désobéissance civile s'attaque aux fondements de la société.

L'ancien garde des Sceaux M. Eric Dupont-Moretti avait poussé un coup de gueule dans son langage fleuri que tout le monde comprend. Alors qu'il répondait aux questions à l'Assemblée Nationale à propos de l'enquête sur la force légitime notamment pour s'opposer aux méga-bassines à Sainte-Soline où il y a eu des affrontements très graves entre les gentils manifestants et les méchantes forces de l'ordre guerrières qui provoquent rien que par leur présence, le ministre avait déclaré en substance : « Ras le bol de la désobéissance civile... on a le droit disent certains quand on est porteur d'une cause légitime de ne plus obéir à la loi... C'est infernal... Rien n'est plus liberticide... » avait dit l'ancien ténor du barreau toujours percutant.

J'approuve totalement l'ancien ministre de la Justice car dans le rapport à la loi, dans le consentement même sans être convaincu par ce qui est légal et voté publiquement, c'est le lien avec la démocratie qui est en jeu. Sans règles objectives, sans respect des échéances, sans normes collectives, sans respect d'autrui sous le contrôle des tribunaux, en usant de la violence parce qu'on est convaincu de ce qui serait l'évidence, il n'y a plus d'État de droit. On n'attend même plus les échéances électorales. C'est la jungle et la loi du plus fort ou du plus braillard qui s'applique. Et le particularisme érigé en dogme. Si la liberté absolue l'emporte sur les devoirs envers la nation, on va au clash. il n'y a plus de vie en société. Si on rejette le résultat des élections c'est

la porte ouverte à la guerre civile et au totalitarisme que l'on dénonce chez les autres.

La désobéissance civile est un concept dévoyé. Pour toute décision publique il y a désormais un refus de l'autorité, une répugnance à respecter la loi, à considérer que toute disposition impérative voire une simple recommandation, toute instruction générale, sont des atteintes abusives aux libertés. On ne tolère aucune contrainte quelconque et on croit qu'en désobéissant on est dans le camp du bien. Il n'y a plus de limites ni arbitres.

Cette rébellion ou cette propension à discuter, protester, pinailler, douter, dire tout et son contraire, se retrouve dans tous les domaines et chacun d'entre nous doit l'affronter. Par exemple dans la famille avec les enfants ; à l'école où les parents viennent agresser les enseignants ; dans l'entreprise où la moindre remarque est considérée comme du harcèlement moral et de la discrimination ; en justice où les jugements rendus font polémiques ; et bien sûr dans la sphère publique quand les politiques votent des lois à la suite d'un processus démocratique parfois chaotique. Seule l'opinion publique aurait raison, c'est-à-dire une infime partie de la minorité agissante. Notre monde actuel est devenu un mode d'empêcher de gouverner en rond sans avoir la moindre légitimité avec le rôle des médias, sans répondre de ses actes si on se trompe, au prétexte que la démocratie est une vérification permanente par le peuple ou ceux qui prétendent l'incarner, et qu'il est normal de s'opposer ou de dire non y compris violemment. C'est de la vigilance active voire

activiste. N'en faire que selon ses désirs est devenu un sport national. Refuser d'obéir, de se soumettre à la loi, c'est considérer que la liberté individuelle est un principe supérieur à toute autre considération. L'intérêt général devient secondaire, bien qu'il aille de soi qu'une loi peut être revue si elle est injuste ou inadaptée. La société évolue.

Les militants qui désobéissent en se disant pacifistes mais en n'hésitant pas à faire le coup de poing contre les gendarmes et policiers et parfois secouristes, qui cassent ou créent des ZAD ou autres totems de la résistance à l'État et à la Justice, utilisent le concept de désobéissance civile pour se justifier. Elle a été décrite en 1849 par le philosophe, naturaliste et poète né en 1817 à Concord (Usa) Henry-David Thoreau. En juillet 1846 il avait refusé de payer un impôt à l'État américain pour protester contre l'esclavage. Il ne va passer qu'une nuit en prison car sa tante va payer sa caution. Furieux il décide de théoriser son action. Sans oublier « le discours de la servitude volontaire » d'Estienne de la Boétie (1530-1563) qui est une remise en cause de la légitimité des gouvernants à propos d'une révolte antifiscale - déjà - en Guyenne en 1548. La question est : pourquoi obéit-on ? Au bénéfice de qui ? Sinon dans l'intérêt de la collectivité globale, indivisible et laïque. Qu'on soit d'accord ou non.

On s'interroge : le légal est-il juste ? alors que l'on est en République et que l'absolutisme n'existe plus et sauf à penser que l'État est tyrannique. On en appelle à des valeurs particulières, à sa conscience personnelle, à ce qui nous motive,

à sa définition du bien et du mal, pour renforcer paraît-il l'intérêt collectif outre pour combattre l'impuissance des États face à des firmes mondialisées. Sans demander l'avis des autres citoyens. La désobéissance pour avoir raison ou par principe ne peut mener qu'à la chienlit. La vérité est protéiforme et seule l'élection démocratique permet de progresser. La désobéissance conduit à l'impasse exceptés quelques exemples historiques. Elle met en danger la démocratie.

Christian Fremaux

lieu le 5 septembre à Riorges près de Roanne (Loire), un an après un premier banquet. Au menu : cochon à la broche, et praluline... chansons de variété française et internationale reprises en chœur... Il y avait 2 600 personnes à l'intérieur de la salle et quelques dizaines de manifestants du Comité anti-fa St-Étienne au-dehors pour dénoncer un événement « fasciste » dont ils avaient demandé l'interdiction au maire et au sous-préfet.

■ **Parcs de loisir** : Le 4 septembre, les détenteurs japonais de la marque Dragon Ball ont démenti avoir délivré une licence aux futurs parcs d'attractions saoudiens dans le Val-d'Oise annoncés par Emmanuel Macron et Mohammed Ben Salmane le 24 août. Mais en revanche ils ont bien accordé une licence pour le futur parc Dragon Ball à Qiddiya City, près de Riyad.

■ **Parfumerie** : Le réseau de plus de 420 points de vente Marionnaud (environ 2 600 salariés) est en passe d'être cédé par son principal actionnaire français David Konckier (Société Jacques Bongart International) au conglomérat hongkongais CK Hutchison. Les syndicats ont appelé à une grève le 5 septembre pour obtenir des garanties quant au maintien des emplois.

■ **Allemagne** : Les élections régionales du 6 septembre en Saxe-Anhalt (dans l'ancienne RDA) ont donné 44,5 % des votes au parti d'extrême droite AfD emmenée par Ulrich Siegmund, 35 ans. La participation a été de près de 80 %. La CDU n'obtient que 18,5 %, Linke est à 9,5 %, le SPD à 8 %, Les verts à 9 %, l'autre parti d'extrême droite pro russe BSV autour de 5 %...

■ **Allemagne** : Le conseil de surveillance de Volkswagen a approuvé le 3 septembre un plan de restructuration qui prévoit jusqu'à 100 000 suppressions d'emplois dans le monde dont la moitié en Allemagne.

■ **Allemagne** : Des sabotages ont lieu depuis janvier sur le réseau électrique allemand. Ils sont attribués à des extrémistes écologistes éventuellement manipulés par un pays étranger. Un suspect identifié est recherché.

■ **Allemagne** : L'Armée allemande a commandé un grand nombre de systèmes optroniques d'observation au groupe français Safran.

■ **Espace** : La start-up allemande Isar Aerospace a lancé un satellite sur orbite le 5 septembre depuis la base d'Andoya au nord de la Norvège, au-delà du cercle polaire.

■ **Espace** : Selon le site internet américain Politico le 2 septembre, la Maison blanche a fait pression sur des entreprises américaines pour qu'elles ne participent pas au Sommet spatial du Grand-Palais à Paris les 9 et 10 septembre où sont attendus des représentants de 120 pays. Space X (Elon Musk), Blue Origin (Jeff Bezos) Stoke Space et Starcloud se sont décommandés.

■ **Iran** : Le 31 août un cargo a été touché par un tir iranien dans le détroit d'Ormuz et deux de ses marins ont été tués. Les États-Unis et l'Iran ont enchaîné les ripostes et contre-ri-

Merkel reviens !

La victoire attendue de « l'Alternative pour l'Allemagne » (AfD) en Saxe-Anhalt, petit land de l'Est de deux millions d'habitants, aux élections régionales du 6 septembre, avec 44,5 % des voix, n'est certes pas représentative de l'ensemble de la république fédérale forte de 83 millions d'habitants. L'État qui a le plus fort taux de chômage de toute l'Allemagne (8,1 % contre 6,4 % en moyenne nationale), qui compte le plus grand pourcentage de personnes âgées, est le laissé-pour-compte de l'unification après trente-cinq ans. L'ex-RDA d'une vingtaine de millions d'habitants a perdu 16 % de sa population passée à l'ouest. Néanmoins, la réaction de ce dimanche n'est pas aussi passéiste qu'il y paraît. Elle pourrait au contraire anticiper un mouvement général qui n'attendra pas les prochaines élections générales de 2029 pour se manifester. La crise allemande n'est pas liée à l'héritage des années 1990. Elle est devant nous.

L'élection du 6 septembre est moins la victoire de l'AfD que la chute spectaculaire des chrétiens-démocrates de la CDU, associée à l'absence de leadership de son chef Friedrich Merz. On ne voit pas comment celui-ci va pouvoir se maintenir après ce fiasco. Le résultat de la CDU a chuté de moitié : 18,5 % contre 37 %. Parallèlement, la popularité de son prédécesseur (qui l'avait toujours écarté), Angela Merkel, ne se dément pas. L'Allemagne ne se doute pas encore de la chance qu'elle a eue qu'une femme politique qui est née, a grandi et a travaillé en RDA fut aux

commandes de l'Allemagne unifiée avec autant de tact et de psychologie au prix d'un certain immobilisme.

Ulrich Siegmund, à la tête de l'AfD de Saxe-Anhalt, prétendant au poste de ministre-président du land, a aussi l'avantage d'être né dans le land il y a trente-cinq ans le 25 octobre 1990, trois semaines après la dissolution de la RDA. Il a milité jeune à la CDU avant de rejoindre l'AfD en 2014. Au sein de cette dernière, il incarne une fraction radicale qui prône une franche rupture avec l'ordre issu de 1945 : révisionnisme historique, qui cherche à renouer avec une histoire longue au-delà des douze ans de nazisme, avec Bismarck, natif du land en 1815, ou Otton Ier qui vient d'être réenterré dans la cathédrale de Magdebourg, capitale du land. Les länder allemands sont en effet compétents en matière d'éducation et de culture. L'autre grand secteur contrôlé localement est celui de la police, grâce à laquelle l'AfD pense contourner les règles européennes en matière d'immigration.

Dominique Decherf

L'Église en Chine

La situation du catholicisme chinois demeure précaire. Certes, le 31 août, après deux autres installés fin juillet, un nouvel évêque a été ordonné à Datong, dans le Shanxi : Mgr Paul Liu Honggang, élu le 28 avril au sein des institutions contrôlées par le parti communiste et non reconnues par Rome mais nommé par Léon XIV le 10 août « dans le cadre de l'Accord provisoire entre le Saint-Siège et la République

populaire de Chine » dont les clauses n'ont jamais été publiées. Est ainsi pourvu un siège qui n'avait plus de titulaire légitime depuis 1947, mais qui fut administré par un évêque « patriotique » de 1990 à 2005.

Dans la pratique, de multiples interdictions, tel l'accès des mineurs aux offices et à l'instruction religieuse, imposent la « sinisation » des religions tandis que des « retraites » expliquent aux prêtres les orientations du gouvernement. En revanche, au moins dix évêques auraient été consacrés secrètement dans le Fujian pour assurer « la survie de l'Église en Chine ».

Jean-Gabriel Delacour

Papolâtrie ?

Depuis l'apparition de Léon XIV à la loggia après son élection, et encore plus un an et demi après, où les catholiques ont appris à connaître et aimer ce pape si atypique, réapparaît, comme du temps de Jean Paul II qui lui aussi mobilisait des foules immenses, l'accusation de « papolâtrie » sur les réseaux sociaux et les commentaires d'articles.

Les grincheux sont de deux sortes : ceux qu'on appelait au XX^e siècle les catholiques « progressistes », qui trouvent l'importance du pape dans l'Église excessive, et souhaitent la réformer de fond en comble. Et d'autres, qui prétendent qu'on n'a pas le droit de préférer tel pape selon sa sensibilité, auxquels on pourrait répondre qu'ils ont bien des amis, alors pourquoi ne pourrait-on avoir de l'amitié et de l'affection pour le pape ?

Léon XIV a, toute sa vie, été profondément aimé partout, au Pérou et ailleurs.

Pourquoi ne pourrait-on rendre à ce pape si souriant un peu de l'amour qu'il manifeste à tous, en disant nous aussi, alors qu'il arrive en France « Viva Papa Leone » ?

Marie-Gabrielle Leblanc

postes sous forme de bombardements et de tirs de missiles.

■ **Ukraine** : Un drone russe a touché le siège du service de sécurité ukrainien à Kiev le 4 septembre. Plusieurs entrepôts contenant des médicaments ont été détruits le même jour. Steve Witkoff et Jared Kushner, envoyés spéciaux du président Trump ont fait la navette entre Moscou et Kiev les 5 et 6 septembre.

■ **États-Unis** : Le secrétaire de l'Armée de terre Dan Driscoll a démissionné le 31 août pour divergence avec les options stratégiques de Pete Hegseth, secrétaire d'État à la Défense.

■ **Grande-Bretagne** : L'ancien Premier ministre Keir Starmer a démissionné le 3 septembre de son mandat de député.

■ **Grèce** : Le Premier ministre conservateur Kyriakos Mitsotakis a annoncé, le 5 août, un programme d'allègements fiscaux de 2,2 milliards d'euros en 2027, année des élections législatives. Le salaire minimum passera de 920 à 1 000 euros.

■ **Climat** : Deux ouragans provoqués par le phénomène de réchauffement des mers El Niño ont traversé l'Océan pacifique d'Est en Ouest le 2 septembre en atteignant la force maximale (catégorie 5) et ils ont frolé les côtes d'Hawaï et du Mexique.

■ **Chine** : Les ventes d'automobiles sur le marché intérieur ont baissé de 20 % le semestre dernier. Le gouvernement chinois tente de limiter une guerre des prix destructrice, même à l'exportation. Le 3 septembre le ministère du commerce

de Chine a exigé de la France qu'elle renonce à sa réglementation, issue d'un vote au Parlement en juin dernier, contre la mode jetable et il a menacé de mesures de rétorsion.

■ **Groenland** : Ursula von der Leyen s'est rendu au Groenland les 5 et 6 septembre. Elle a promis une nouvelle aide européenne de 200 millions d'euros à l'économie de l'île arctique (57 000 habitants).

■ **Brésil** : L'Union européenne a décidé le 31 août la suspension des importations de viandes, d'œufs et de miel depuis le Brésil, faute d'avoir reçu des garanties suffisantes concernant l'usage abusif d'antibiotiques et de pesticides.

■ **Niger** : Le 30 août, l'Armée de l'Air algérienne a déployé quatre Soukhoï Su-30 et deux Iliouchine Il-76 à Niamey pour montrer sa solidarité avec la junte militaire au pouvoir. C'est une intervention sans précédent depuis les indépendances.

■ **Espagne** : De vastes manifestations dans plusieurs villes espagnoles dénoncent l'impuissance du premier ministre Pedro Sanchez pour régler la question de l'invasion de Ceuta par des milliers d'immigrés marocains jeunes et sans papiers.

■ **Pays-Bas** : La banque centrale hollandaise a annoncé le 2 septembre avoir transféré à Londres 86 tonnes d'or sur les 313 qui étaient abritées aux États-Unis et au Canada.

■ **Canada** : La compagnie publique Via Rail Canada a passé, le 4 septembre, un contrat de près de 5 milliards de dollars canadiens avec la filiale canadienne d'Alstom (ex-Bombardier). 300 nouvelles voitures desserviront huit provinces (de la Nouvelle-Écosse à la Colombie-Britannique).

■ **Vente à distance** : Le Conseil de l'U.E. a voté le 3 septembre le principe d'une nouvelle redevance de traitement douanier des petits colis qui devrait

entrer en vigueur le 1^{er} novembre mais dont le montant reste à fixer. Elle s'ajoutera à la taxe des 3 euros par catégories d'objet imposée depuis le 1^{er} juillet sur les mêmes colis. Elle sera prochainement soumise à un vote du Parlement européen.

■ **Cartographie** : Le 4 septembre, l'Union africaine, le Togo et la France ont obtenu à l'Onu une résolution qui fera abandonner les projections de Mercator pour les planisphères. Les nouvelles cartes prendront mieux en compte la taille réelle de chaque pays.

La Nation Française

directeur de la publication :

Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip

60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire

FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

Qui est le pape Léon XIV ?

Le 16 septembre, à la **Librairie Gay-Lussac, 49, rue Gay-Lussac 75005 Paris**, nous vous invitons au lancement de la version largement complétée du livre de Philippe Delorme sur la Généalogie du Pape : *Léon XIV. De toutes les nations. Enquête généalogique* aux éditions France-Empire. 20 euros.

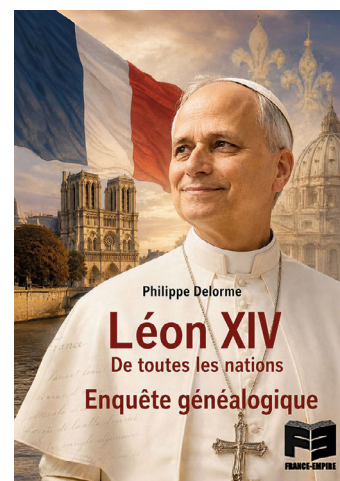
L'auteur nous expliquera sa méthode et nous détaillera les surprises révélées par ce travail qui se lit comme un roman policier.

Nous avons par ailleurs invité pour cette soirée de rentrée deux journalistes amis de la librairie qui donneront les points de vue complémentaires nécessaires à la veille de la visite du Pape à Paris. Il s'agit de

Marie-Gabrielle Leblanc et de Gérard Leclerc, tous les deux talentueuses plumes de l'hebdomadaire France Catholique.

La conférence commence à 20 h et se termine à 21 h 30. Ensuite, ceux qui le veulent peuvent venir dîner avec nous dans un petit restaurant du quartier (menu à 22 euros environ). Si vous voulez venir au restaurant ce serait mieux de nous prévenir ici frederic.aimard@gmail.com pour des questions évidentes d'organisation.

L'entrée de la conférence à la librairie Gay-Lussac est gratuite. On ne vous interdit pas d'acheter les livres de Philippe Delorme (il sort en même temps deux nouveaux tomes de ses *Mystères de l'Histoire*), de Ma-



rie-Gabrielle Leblanc et de Gérard Leclerc. C'est mieux d'arriver quelque 20 minutes ou un quart d'heure en avance pour avoir le temps d'acheter les livres avant la conférence et ne pas nous retarder pour aller au restaurant après la conférence...

Une alliance suprêmement complète

Quelques réflexions et questions en lisant *Ceci est mon sang*, « une alliance suprêmement concrète », de Olivier Véron (Les provinciales, collection « La France juive »).

« Car Elohim n'a pas fait la mort, il ne se réjouit pas de l'extermination des vivants.

Oui, il a créé le tout afin qu'il perdure, les genèses du cosmos sont salutaires. »

Sagesse de Sheloma, I, 13,
traduction de André Chouraqui.

Sur la Torah, arbre du monde, donnée en alliance à telle personne désignée qui y consent (« élue » selon une décision inconnaissable), afin qu'il la transmette par invitations et filiations à tous les hommes qui le veulent bien, ont crû des branches, greffons, par marcottage ou provignage, etc., constituant du moins un peuple aux frontières floues et mouvantes, intérieurement divisé dans son union ; ce sont les « sectes » ou écoles judaïques : (liste non chronologique ni exhaustive) Haredim, Samaritains, Sadducéens, Esséniens, Zélotes, Pharisiens, Chrétiens, Hassidim, Mitnagdim, Sabbatariens ou Dönme, Sionistes, Franquistes, Juifs pour Jésus, etc., en elles-mêmes encore divisées, jusqu'à chaque personne.

Il ne semble pas possible de proposer un credo commun, même en simplifiant, qui ne soit pas immédiatement vermoulu par la diversité des interprétations et des croyances.

Olivier Véron cite Pierre Boutang : « L'homme naît dans une communauté qu'il n'a pas choisie. Cet événement contingent et relatif constitue pour lui un engagement nécessaire et absolu ».

Mais si l'on pense être né « fils de vinaigre » (Talmud), de « mauvais sang » (Rimbaud), d'un de ces peuples qui ne méritent pas le pardon (Levinas) ?

Ne faut-il pas la liberté aimante de Ruth pour apostasier, et recevoir par une adoption mutuelle une transfusion totale ? Maître et disciple se choisissent mutuellement. « Ton peuple sera mon peuple, ton D- sera mon D- » (Livre de Ruth, I, 16).

Et même si l'on croit être né « fils de bon vin » (Talmud), ne faut-il pas aussi cette liberté aimante pour répondre positivement à l'invitation charnelle et spirituelle du Verbe fait chair, transmise par le peuple de ceux qui sont volontiers venus aux noces ?

Par paresse, crainte et défiance peut-être aussi, l'on entretient son ignorance des théologies, et l'on vit telle appartenance religieuse (la religion est l'ensemble des pratiques) comme une appartenance de « classe », ou pire encore.

À cette passive fidélité (l'on se rend aux noces sans savoir qui se marie, ni même ce qu'est un mariage) et déchéance, l'on doit opposer les croyances libres et décidées, conscientes (contrairement à « la science » !) des ignorances invincibles ou de la multiplicité des énigmes, de la validité invaincue des arguments sceptiques (qui ne mènent à aucune vérité), de l'effarante diversité des personnes.

Répudiant Jérusalem, les chrétiens se sont tournés vers Athènes et Rome.

La « grécité » signifie le dualisme, la condamnation de la matière, le monde comme une « caverne » d'illusions, le fatalisme, et l'étrangeté d'avec D- : « Un dieu ne se mêle point à l'humain », lit-on chez Platon. La Création divine, le libre arbitre, la catastrophe cosmique du crime originel, l'incarnation, l'Eucharistie, et la Résurrection contredisent l'esprit grec, a fortiori la brute cruauté de Rome.

Le « platonisme des Pères » a corrompu la souche judaïque du christianisme. « Ceci est mon sang » fut spiritualisé ou rendu symbolique. La concrétude suprême de l'alliance fut presque totalement égarée, il ne fut plus question de la restauration du monde effectuée par D- avec les hommes.

L'antijudaïsme chrétien, guerre théologique, se sécularisa et vulgarisa en antisémitisme ignorant totalement sa nature, aujourd'hui en antisionisme.

Or, miraculeusement, l'Église a déclaré hérétique ce marcionisme, et dans la *Somme théologique* saint Thomas docteur officiel de l'Église écrit, citant saint Denis, que « les Psaumes enferment sous forme de louange tout ce que contient la sainte écriture », ce que Joseph Ratzinger appelle « la continuité d'Israël » (O. V., page 8).

Olivier Véron, D- merci, ne manque pas de textes et d'auteurs anciens et modernes pour confirmer sa thèse et espérance qu'Israël demeure « la racine sainte sur laquelle l'Église est greffée » (Balthasar, O. V. page 55), et donc que « sans la vie du peuple juif, l'Église n'est rien » (O. V. page 9).

Il ne manque pas d'opposants non plus : toutes les formes et difformes du marcionisme, toutes les usurpations s'emparant de l'origine, de la sainteté, et de l'unité définitive.

L'alliance égarée demande son retour ou sa restauration. L'existence renouvelée d'Israël en est un signe : comme si l'on rétablissait les plans du troisième Temple.

Ghislain Chauffou

<https://www.lesprovinciales.fr/livre/ceci-est-mon-sang/>